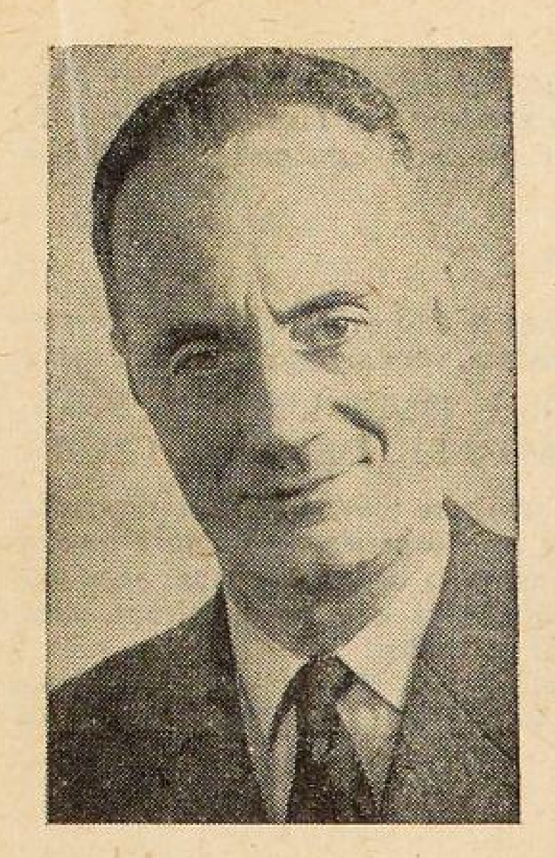


République Française — Liberté, Egalité, Fraternité

DÉPARTEMENT DE LA DROME
CIRCONSCRIPTION DE ROMANS

Elections Législatives du 23 Novembre 1958

CANDIDATURE :

Paul DEVAL

ÉLECTEURS, ÉLECTRICES,

La IV[e] République s'est écroulée le 13 mai.

Le 1[er] juin, le Général de Gaulle recevait les pouvoirs de la République, de la majorité des Parlementaires et du consentement de la quasi unanimité des Français.

Le 28 septembre, 79,2 % ont répondu oui au Général de Gaulle. Les Français, au grand étonnement du monde entier, qui nous croyait prêts à tous les abandons, ont montré leur volonté de rejeter le régime de division, d'impuissance et d'irresponsabilité, auquel ils avaient depuis déjà longtemps d'ailleurs retiré leur confiance.

Leur approbation massive a décidé du renouveau de la France. Quoi de plus réconfortant ?

Cette évidente conclusion **confirme, 12 ans après, les termes de ma lettre de démission de la première Assemblée Nationale.**

En effet, le 23 janvier 1946, j'écrivais à M. Félix Gouin, Président de l'Assemblée :

« *Il est de mon devoir d'abandonner un mandat qui ne répond plus à la confiance que m'accordèrent les électeurs. Comment serait-il possible de leur répondre désormais, puisque aujourd'hui même, ma conscience est d'accord avec eux pour réprouver le fiasco de l'Assemblée.* »

J'ai donc ainsi formulé ce que pensait la majorité du peuple.

J'ai été le premier parlementaire à sonner le glas de la IV[e] République en disant publiquement ce que les Français pensaient et ce QU'ILS VIENNENT ENFIN D'EXPRIMER ET DE CONCRÉTISER PAR LEUR ENTHOUSIASTE ÉLAN DE CES DERNIERS MOIS.

Voilà donc, Electeurs, Electrices, la raison de ma candidature.

DE 1945 A CE JOUR

Jeune journaliste, ennemi de l'injustice et toujours très près de la masse, je n'ai pas, sans émotion, été révolté par la carence administrative, la gabegie du Ravitaillement. Aussi, par mes articles quotidiens, j'ai aidé de mon mieux nos populations opprimées par la guerre et tous les fléaux qui en découlaient. J'ai acquis, à cette époque, et pendant la Résistance, l'affectueuse amitié de beaucoup de mes compatriotes, ce qui m'a amené à la Mairie de Romans par 5.532 voix, résultats tout à fait inattendus pour moi.

En 1945, notre Municipalité était composée d'hommes divers et nouveaux, énergiques, indisciplinés. Nous avons associé le peuple à notre administration : taxation de prix, mesures contre le Marché noir, le prêt d'honneur.

Au cours de ma campagne du Blé en 1947, où Romans a été la seule ville de France à manger du bon pain, j'ai été amené, à la suite de divergences avec une fraction politique de mon Conseil, à démissionner le 1[er] juillet. Ma réélection, par 5.586 voix, le 27 octobre suivant, m'encourageait à poursuivre la tâche, réalisant ainsi 11 ans d'administration locale, que je quittais en octobre 1956 pour raison de santé.

Entre temps, j'étais élu Conseiller Général en 1951 et la reconduction de mon mandat, en 1958, m'a montré, par les suffrages obtenus, que ma Ville et mon Canton m'étaient attachés.

PAS DE CAMPAGNE ÉLECTORALE

Je ne ferai pas de campagne électorale. Le peuple a prouvé par son vote qu'il voulait que ça change. Donc, pas de foire électorale, de maquignonnage, qui dégoûtent les honnêtes gens, beaucoup de ceux qui, jusqu'à présent, s'étaient abstenus de voter... Rien ne pourrait autant les rebuter que ces réunions, ces contradictions, ces kermesses électorales où l'on joue aux jeux de massacre, oubliant l'intérêt du pays et le respect de la personne humaine. LA CAMPAGNE ÉLECTORALE DOIT SE FAIRE DANS LE CALME ET LA DIGNITÉ.

PAS D'ÉTIQUETTE

Je m'étais, jusqu'à présent, toujours présenté sous l'étiquette « Indépendant ». L'indépendance est devenue maintenant un Parti et j'ai toujours pensé que les Partis politiques, tels qu'ils sont actuellement, ne correspondent plus au courant de pensée de la masse des électeurs. En effet, devant un monde en évolution accélérée, ils auraient besoin de faire montre d'une largeur de vues, d'une grande puissance de ralliement, en somme d'un réalisme qui leur manque pour répondre à leur vocation : travailler pour le bien du pays, mais le bien du pays réclame, dans tous les domaines, une large unanimité sans laquelle toutes les initiatives seront réduites au néant.

L'indépendance aujourd'hui se situe, parfois à droite, ou bien à gauche, ou encore elle est gratifiée d'un qualificatif, mais elle est un Parti.

Aux Elections Cantonales de 1951, je disais dans ma profession de foi :

« Je ne connais ni Communiste, ni Socialiste, ni Radical, ni M.R.P., ni R.P.F. », et j'ajouterai aujourd'hui : « ni Indépendant ». « Je ne connais que des hommes qui ont droit à une vie décente dans la Paix. »

C'EST DONC EN HOMME LIBRE QUE JE ME PRÉSENTE A VOS SUFFRAGES AUJOURD'HUI.

Mais je tiens à ajouter que si je me défends d'appartenir à un Parti, ceci ne m'amènera pas cependant à faire cavalier seul dans la tâche à accomplir. Un homme seul ne peut rien, et au gouvernement, comme partout, le travail en commun est indispensable. Je suis donc pour la collaboration, l'union de tous les élus qui auront, pour la plupart une étiquette, mais qui devront, dans le nouveau gouvernement, faire preuve de cette puissance de ralliement dont je parle plus haut, afin de placer la France au-dessus de tout.

LES ATTAQUES

Ne faisant pas de campagne électorale, je répondrai ici même aux attaques précises que certains ne manqueront pas de formuler.

Certains diront : Il était d'accord avec son co-listier Barbu pour donner sa démission de l'Assemblée Nationale en 1946.

A cela je répondrai : j'ai été heureux de collaborer aux idées préconisées, il y a douze ans, sur le plan communautaire. Nous avons été les pionniers de l'idée communautaire, si critiquée, si suspectée et qui est reprise aujourd'hui à l'échelle européenne. Toutefois j'affirme, *malgré ce que l'intéressé a pu écrire*, qu'il n'y a jamais eu d'accord préalable et j'en appellerai pour le confirmer, si besoin est, au témoignage des responsables actuels des Communautés valentinoises.

D'autres disent: il « flirte » avec tous les partis!... Et je réponds: Ma facilité d'adaptation à tous les milieux, animée par mon désir constant de compréhension et d'union, mon habitude de ne voir, dans mon interlocuteur, que l'homme et non le partisan, ma volonté continue d'aider toutes les opinions à se confronter loyalement pour trouver les solutions les plus efficaces en vue du bien commun, ont pu donner le change à ceux qui me connaissaient mal. Mon esprit d'indépendance me permet très facilement de cotôyer tous les hommes quelle que soit leur appartenance politique, sans pour cela épouser tous leurs points de vue, d'autant plus que le vrai, le bien ne sont pas l'apanage d'un seul parti !...

On dit encore : il est d'accord avec tel ou tel candidat... Je réponds non, je n'ai fait aucune promesse, je suis trop fier de ma liberté pour l'aliéner en quoi que ce soit. C'est grâce à cette liberté que chacun a le droit de se présenter à vos suffrages; c'est pour cette liberté que certains électeurs ont voté en masse pour le Référendum. Le Général de Gaulle s'est affirmé un homme d'Etat car il a toujours respecté cette liberté d'expression de tous. Il a posé la question au Pays. On lui a répondu « Oui ». Un seul Etat : la Guinée a dit « Non »... et immédiatement la France s'est retirée. C'est dans ce sens de liberté qu'il faut voir l'avenir du Pays.

LE SUPPLÉANT : MAX BRUNET

Mon choix est allé à l'Agriculture, cette branche vitale de la Société.

L'ouvrier a toujours été à la base de mes préoccupations; l'artisanat, le commerce, l'industrie m'intéressent au plus haut point.

La Paysannerie, au cours de la campagne du blé, se souvient de ma lettre aux Agriculteurs, mais je devais connaître plus à fond ses besoins, ses aspirations. C'est pour cela qu'il me fallait un suppléant versé dans ces questions vitales.

Max Brunet est un jeune et modeste agriculteur, Conseiller Municipal d'Hauterives, Président du Syndicat des Exploitants de cette région. Il connaît parfaitement les questions agricoles et s'intéresse tout particulièrement aux Jeunes.

☘

Nous nous présentons donc dans le cadre restreint de notre circonscription, comme pour le Référendum, vous répondrez oui ou non...

NOUS NE DEMANDONS QUE L'EXPRESSION, DIRECTE, SPONTANÉE, AMICALE, DES ÉLECTEURS.

Si c'est oui, j'essaierai de les satisfaire tous, dans leur diversité; de porter au sein du gouvernement mon expérience de douze années de gestion municipale et de deux mandats départementaux, sans oublier les conseils éclairés et les suggestions de mon suppléant, avec lequel il faudra établir des contacts constants.

Si c'est non, nous nous retirerons avec dignité, conservant toujours, comme objectif principal, le relèvement, la grandeur d'une France fraternelle.

Il faut que ça change !

Nous allons vers un renouveau. Il faut d'ailleurs fermement y croire afin de rassembler toutes les énergies dans ce but.

Il y aura de nombreux problèmes à traiter, à poursuivre, à mener à la réalisation totale et pour ne citer que les plus urgents :

LE PROBLÈME ALGÉRIEN.

Les efforts faits par le Général de Gaulle pour la Paix en Algérie devront être poursuivis. Une grande transformation commence, qui a été sérieusement amorcée par le discours de Constantine. Les élections vont nous apporter des interlocuteurs valables, qui représenteront la majorité du peuple musulman. Il s'agira alors de prendre le mal à la racine, en luttant contre la misère, le niveau de vie trop bas, le chômage, l'absence d'instruction. Car, il est bien de permettre à la personnalité algérienne de se manifester, de donner aux musulmans l'égalité politique, mais que vaudraient-elles si l'infériorité sociale et culturelle devait se perpétuer ?

Nous avons à réaliser très vite, en Algérie, tout ce qui aurait dû être fait depuis de longues années.

L'ARTISANAT, LE COMMERCE ET LES PETITES INDUSTRIES.

L'Artisanat et les petites entreprises ont été relégués au second plan. Je demande que la priorité soit aujourd'hui accordée à la modernisation et à l'équipement des petites et moyennes affaires, car il est anormal que l'appel à l'épargne reste le monopole des entreprises nationalisées ou des grandes vedettes du secteur privé.

Il faut donc : **une réforme dans la distribution des Crédits,** notamment en matière d'équipement, en accordant la primauté à l'artisanat et aux petites et moyennes entreprises. Les « petits » ne sont pas aidés. Les organismes financiers n'accordent plus de « découvert » ou, quand ils l'accordent, c'est du... 12 %...

Les agriculteurs ont leur « caisse de crédit » avec du 3 ½ à 4 %. Il faut, pour l'artisanat et les petites entreprises, ces mêmes « caisses », contrôlées, bien sûr, par l'Etat, avec un Conseil d'Administration dans lequel on trouverait des membres de la Chambre de Métiers, de la Chambre de Commerce et des organisations professionnelles. Il ne faut pas dire que c'est impossible car, en 1917, le Gouvernement avait, dans ce sens, encouragé les Banques populaires.

Il faut une réforme de la Fiscalité permettant aux petites et moyennes entreprises d'amortir rapidement leur investissement. Pour la fiscalité, tout est à faire. Dès le 7 août 1951, contre les abus de la polyvalente, j'ai été le premier à réagir, comme j'entends réagir pour la réforme fiscale.

De cette réforme, il est inutile d'en parler. On en a trop parlé. Il faut passer à l'action.

LA CONSTRUCTION ET LE LOGEMENT.

Il n'y a pas eu de prise de conscience de ce problème en France. C'est une tare qui tache notre Pays. On a détruit des taudis, des îlots insalubres, construit des cités, des immeubles, mais il ne faudrait pas que les taudis augmentent par le seul fait de la politique démagogique, qui ne permet plus l'entretien des immeubles. Le problème est grave pour les propriétaires, les locataires, les mal logés, les jeunes ménages. **Il faut agir.**

LES JEUNES.

Un Pays qui dépense pour ses jeunes s'enrichit. Il faut un investissement massif en faveur des jeunes : Ecoles techniques, aide à l'apprentissage, cours de perfectionnement, promotions ouvrières, Maisons de Jeunes et surtout l'Enseignement Professionnel Agricole.

POUR LES VIEUX TRAVAILLEURS ET LES PERSONNES AGÉES...

...les grandes victimes de la dévaluation, devront rapidement obtenir :

- — Le versement intégral des sommes recueillies par le Fonds National;
- — L'élévation du plafond des ressources;
- — L'indexation sur le S.M.I.G. de toutes les Allocations Vieillesse avec revalorisation immédiate.

L'AGRICULTURE...

...devra être aidée pour la modernisation des techniques et du matériel, afin d'éviter par cela le douloureux et inquiétant exode des campagnes. Il faudra tout mettre en œuvre pour lutter contre « la mort du village ».

...ET LE GRAND PROBLÈME DU MONDE OUVRIER, sans qui la France ne serait pas ce qu'elle est.

Tout doit être mis en œuvre pour lui. Les menaces de toutes sortes qui pèsent sur les organisations ouvrières et sur le pouvoir d'achat des travailleurs, en raison de la réduction du niveau de vie aggravée par la réduction des heures de travail et le chômage dans de nombreux secteurs, exigent d'urgence :

- — La revalorisation du pouvoir d'achat, qui pourra être apportée par l'institution d'un salaire mensuel garanti sur la base de 40 heures;
- — Le remboursement des A. S. à 80 % ;
- — L'élargissement du Crédit et la réduction de son taux d'intérêt;
- — L'institution de l'assurance chômage et de la retraite complémentaire, sans oublier l'aménagement du territoire pour la création d'usines nouvelles.

Paul DEVAL

CONSEILLER GÉNÉRAL DE ROMANS

REMPLAÇANT ÉVENTUEL :

Max BRUNET

Agriculteur

VU : LE CANDIDAT.

IMPR. PAP. DEVAL, ROMANS. - NOV. 58